Défendre votre droit à une alimentation saine et durable !

À l'occasion des élections municipales de mars 2026, la Fédération s'engage, au sein d'un collectif de douze associations, pour une alimentation saine et durable pour tous.

Dans la perspective des élections municipales de 2026, nos organisations* ont travaillé ensemble pour formuler 10 recommandations à destination des candidats. Parmi ces recommandations, vous retrouverez des propositions portées par la Fédération depuis des années comme interdire l'affichage publicitaire dans l'espace public pour les produits qui nuisent à la santé et à l'environnement, ou encore freiner l'implantation des fast-foods à proximité des établissements scolaires.

Notre système alimentaire s'essouffle : forte augmentation des pathologies chroniques, précarité pour de nombreux acteurs de la chaîne alimentaire, pollution des sols et de l'eau, etc. À elles seules, les dépenses publiques liées à une mauvaise alimentation représentent près de 12 milliards d'euros par an. C'est l'un des constats majeurs de notre étude *L'injuste prix de notre alimentation*, menée avec le Secours Catholique, le Réseau Civam (Centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural), et Solidarité Paysans.

Porter ces recommandations, c'est faire avancer le droit à une alimentation de qualité dans nos villes. Elles visent à garantir à chacun un accès digne et autonome à une alimentation saine, issue de modes de production durables.

Pour que ces propositions ne restent pas lettre morte, nous en assurons le suivi et l'évaluation. Nos Associations Fédérées se mobiliseront partout sur le territoire pour aller à la rencontre des candidats, présenter ces recommandations et plaider pour leur mise en œuvre. Ensemble, nous voulons obtenir des avancées concrètes et mesurables pour que l'alimentation devienne une priorité des politiques locales.

Découvrez ces dix recommandations ci-dessous et consultez-les en intégralité dans le document en pièce jointe !

- Créer du lien de la fourche à la fourchette : renforcer la démocratie alimentaire en mobilisant l'éducation populaire et en intégrant l'alimentation dans les actions de démocratie participative des collectivités.

- Proposer une alimentation plus saine et durable en restauration collective (atteindre et dépasser les objectifs Egalim) et proposer des tarifs sociaux pour la cantine scolaire.

- Soutenir l'implantation ou l'évolution de commerces de proximité, qui proposent des produits de qualité (dont des produits durables), et accessibles, tout en développant les transports collectifs et la mobilité douce pour s'y rendre.

- Préserver les terres agricoles

- Favoriser le renouvellement des générations de paysans et de paysannes et soutenir des modèles agroécologiques

- Soutenir des projets qui proposent un soutien financier pour l'alimentation saine et durable et des pratiques démocratiques (par le partage, l'écoute et l'apprentissage collectif) : caisses alimentaires locales inspirées de la SSA, épiceries sociales et solidaires, groupements d'achats, magasins de producteurs avec des tarifs différenciés selon les revenus, aides financières pour ces achats, cuisines collectives ou cantines communautaires etc.

• Donner aux Projets Alimentaires Territoriaux (PAT) l’objectif clair d’une alimentation durable accessible sur le territoire en associant aux décisions, les habitant·es, élu·es et producteurs·trices.

• Interdire l’affichage publicitaire dans l'espace public pour les produits qui nuisent à la santé et à l'environnement.

• Freiner l’implantation des fast-foods à proximité des établissements scolaires.

• Initier ou poursuivre le déploiement de jardins collectifs (familiaux, partagés, d’insertion, pédagogiques) et de fermes urbaines avec des moyens pour l’implication des habitant.es (animations, activités annexes comme des paniers, etc.).

*Le collectif interassociatif est composé des associations suivantes : Action Contre la Faim, l’Association Française d’Agriculture Urbaine, le mouvement Carav’alim, Emmaüs France, la Fédération des Centres sociaux et Socioculturels de France, la Fédération Française des Diabétiques, l’Union des Groupements d'Épiceries Sociales et Solidaires, Réseau Civam, le Secours Catholique - Caritas France, la Fédération Terre de Liens et l’association Vers un Réseau d’Achat en Commun, en partenariat avec ALTAA - Alliance pour les Transitions Agricoles et Alimentaires, le Mouvement Inter-Régional des AMAP et Solidarité Paysans.

Crédit photo : ©Robert Soen